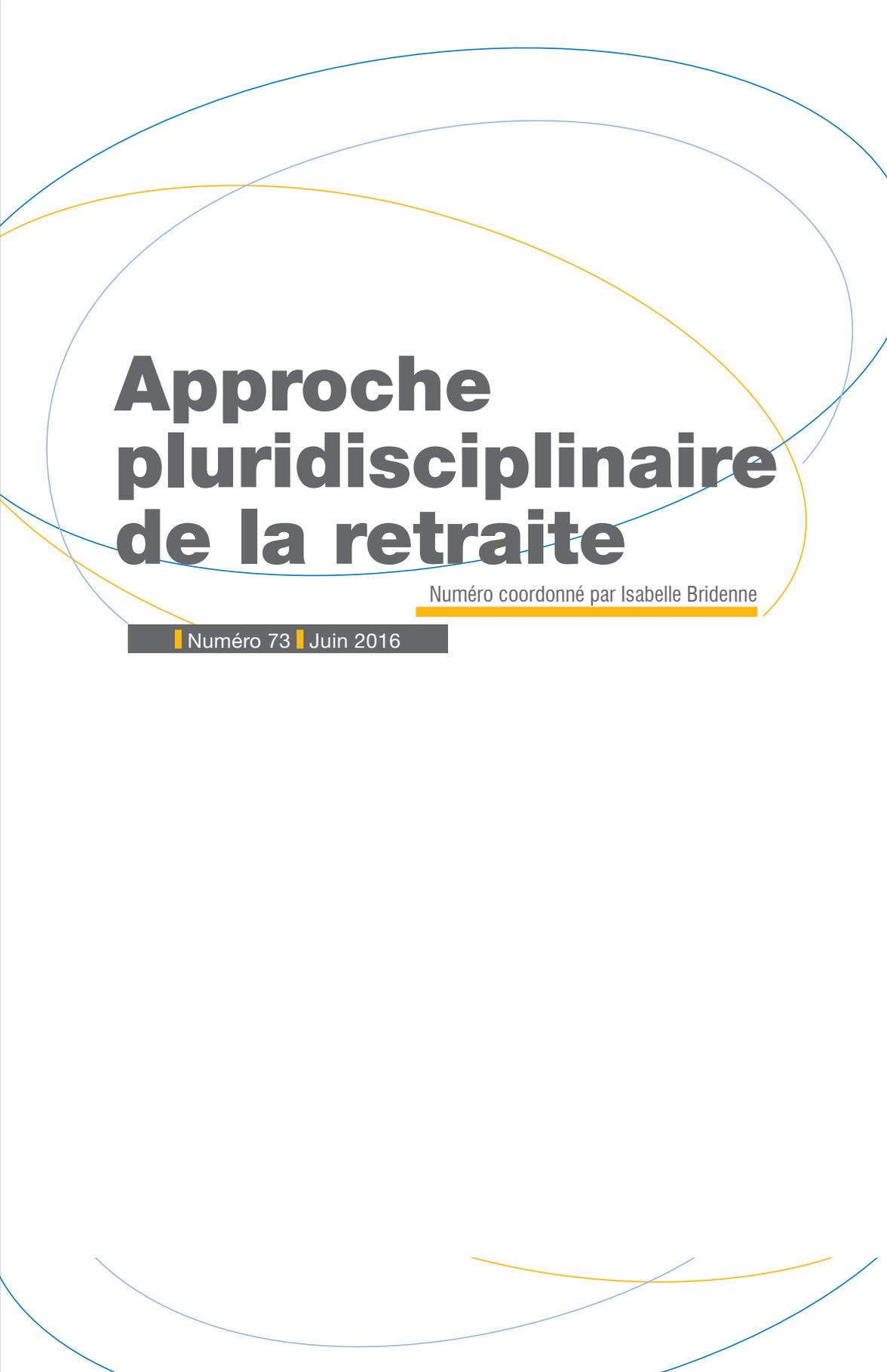


retraite et SOCIÉTÉ

Approche pluridisciplinaire de la retraite

Numéro coordonné par **Isabelle Bridenne**



Approche pluridisciplinaire de la retraite

Numéro coordonné par Isabelle Bridenne

Numéro 73 | Juin 2016

retraite et SOCIÉTÉ

Les articles publiés sont soumis à
l'évaluation d'experts

Directeur de la publication : Renaud Villard

Rédacteur en chef : Jim Ogg

Responsable éditoriale : Carine Cordier

Graphiste - Maquettiste : Catherine Jégou

Comité de rédaction

Catherine Bac, Samia Benallah, Pascale Breuil, Carine Cordier, Bérengère Davin, Jim Ogg, Sylvie Renaut

Les articles de *Retraite et société* sont indexés dans les banques de données Sociological Abstracts, Francis (base de l'Inist), Abstracts in Social Gerontology, Human Resources Abstracts, GeroLit (base DZA Deutsches Zentrum für Altersfragen), BDSP (banque de données en santé publique), International bibliography of the social sciences (Proquest).

Comité éditorial

Sabrina Aouici, Cnav • Dominique Argoud, Université Paris-Est Créteil • Claudine Attias-Donfut, Cnav • Catherine Bac, Cnav • Samia Benallah, Université de Reims • Carole Bonnet, Ined • Pascale Breuil, Cnav • Isabelle Bridenne, CDC • Vincent Caradec, Université Lille 3 • Bérengère Davin, Inserm • Cécile Desmartin, Cnav • Marie-Ève Joël, CNSA • Annie Jolivet, CEE-Créapt • Francis Kessler, Université Paris 1 • Claire Lefrançois, Université de Tours • Florence Legros, Université Paris-Dauphine • Isabelle Mallon, Université Lumière Lyon 2 • Marie Mercat-Bruns, Sciences-Po • Jim Ogg, Cnav • Sylvie Renaut, Cnav • Jean-Marie Robine, Inserm • Alain Rozenkier, Cnav • Arnaud d'Yvoire, Observatoire des retraites

Correspondants scientifiques étrangers

Sara Arber, Université du Surrey, Grande-Bretagne • François Höpflinger, Université de Zurich, Suisse • Martin Kohli, Université libre de Berlin, Allemagne • Christian Lalive d'Épinay, Université de Genève, Suisse • Frédéric Lesemann, INRS-Culture et société, Montréal, Canada • Howard Litwin, Université hébraïque de Jérusalem, Israël • John Myles, Université de Toronto, Canada • Joakim Palme, Swedish Institution for Social Research, Suède • Pierre Pestieau, Université de Liège, Belgique • Leopold Rosenmayr, Université de Vienne, Autriche • Chiara Saraceno, Université de Turin, Italie • Constanza Tobio, Université Carlos 3, Madrid, Espagne • Alan Walker, Université de Sheffield, Grande-Bretagne

Retraite et société est une revue ouverte aux échanges d'opinions. Les points de vue exprimés dans les articles et autres textes signés n'engagent que leur(s) auteur(s). Il est interdit de reproduire les articles, de manière intégrale ou partielle, sans autorisation. Demande d'autorisation de reproduction :

Rédaction de *Retraite et société*
Service Éditions scientifiques – service 635
Direction Statistiques, prospective et recherche
Cnav - 75951 Paris Cedex 19

SOMMAIRE

- Avant-propos par Isabelle Bridenne (Caisse des Dépôts) 9

PARTIE scientifique

- Évolution du rendement du système de retraite entre générations :
calculs par microsimulation pour les salariés du secteur privé
Yves Dubois et Anthony Marino (Insee) 19
- Saisir les aspirations à la retraite de chômeurs en fin de carrière :
enseignements d'une comparaison France – Royaume-Uni
Claire Lefrançois (UMR Citeres) 43
- Le patronat français et la gestion de la main-d'œuvre âgée en France : entre
intégration salariale et mise au rebut libérale (fin des années 1950 à nos jours)
Mickaël Ciccotelli (université de Dauphine) 65
- Retraités mais pas en retrait : la retraite pousse-t-elle à de nouvelles activités ?
Anne Laferrère (Insee et Crest) 89
- Les nouveaux déterminants de la demande de sécurité sociale :
le cas de la région d'Alger
Walid Merouani (CREAD-Alger et CREM-CNRS), Nacer-Eddine Hammouda
(CREAD-Alger) et Claire El Moudden (CREM-CNRS) 119

mairie

PARTIE informatrice

- **Entretien avec** Pierre-Louis Bras (Président du Conseil d'orientation des retraites)
Missions et objectifs du Conseil d'orientation des retraites (COR) 151
- **Faits et chiffres**
Les motivations de départ à la retraite des salariés du privé et
des fonctionnaires sédentaires : une comparaison
Patrick Aubert (SG-COR et Insee) 157
- **Faits et chiffres**
Méthodes de simulation des décès appliquées au régime de retraite
de la fonction publique d'État
Benoît Buisson (Service des retraites de l'État) et Hady Senghor (Drees) 175
- **Notes de lecture** 197
 - > Analyses critiques 197
Le vieillissement actif dans tous ses éclats (Thibault Moulaert, Sylvie Carbonnelle
et Laurent Nisen) ; Sociologie des âges de la vie (Cécile Van de Velde) ;
Intergenerational Relations: European Perspectives in Family and Society
(Isabelle Albert et Dieter Ferring)
 - > Parutions 205

avant- propos

Isabelle Bridenne, Caisse des Dépôts

Depuis une vingtaine d'années, le séminaire scientifique de la Direction des retraites et de la solidarité de la Caisse des Dépôts rassemble autour de la thématique des retraites, du vieillissement et de la protection sociale différents chercheurs du domaine. L'objectif de cette manifestation est de faciliter les discussions et les échanges, théoriques et empiriques, entre chercheurs venus d'horizons différents. Le dernier séminaire a eu lieu le 9 octobre 2014 et a permis la présentation d'une vingtaine de recherches en cours.

Ce nouveau numéro de *Retraite et société* prolonge cette démarche de diffusion en présentant, dans une version aboutie, les travaux de six des auteurs ayant participé à ce séminaire. Ces articles illustrent bien la variété de sujets qui peuvent être abordés dans le domaine de la retraite.

Un regard croisé sur la retraite et le vieillissement, à travers des approches économiques, sociologiques, politiques et démographiques

Les recherches et études en matière de retraite et vieillissement interrogent les mécanismes de passage à la retraite, s'intéressent à l'évolution des pensions de génération en génération, aux conditions de vie des retraités, à la question de la dépendance ainsi qu'au sujet de l'équilibre financier des régimes de retraite, etc. Cependant, les champs d'investigation peuvent être plus larges si l'on souhaite appréhender dans leur ensemble les facteurs expliquant à la fois la retraite et le vieillissement. La retraite est effectivement

le résultat de la vie active et renvoie à ce titre à l'ensemble du cycle de vie. Le niveau de la pension, les conditions de vie mais également l'état de santé à la retraite sont le résultat des différents choix effectués durant toute la carrière, ainsi que des circonstances subies durant la vie active.

Le champ d'étude de la retraite est donc vaste. Il peut également s'étendre à l'organisation du domaine. Le système de retraite en France fait intervenir des jeux d'acteurs de nature diverse (les pouvoirs publics, les partenaires sociaux, les tutelles, les administrateurs des régimes, les cotisants, les retraités). L'architecture multirégimes du système de retraite y crée une complexité qu'il est intéressant d'éclairer pour mieux saisir les enjeux et les décisions.

Au-delà de la variété des objets d'analyse, il faut également souligner les différentes approches qui peuvent être déployées dans le domaine de la retraite et du vieillissement. Elles empruntent à l'analyse économique, à la sociologie, également à la démographie et parfois aux sciences politiques. La matière et les outils mobilisés sont également disparates. Certains travaux feront appel à la documentation de sources hétéroclites comme des rapports publics, des statistiques, des textes de loi, etc., pour comprendre certaines décisions, certains choix de réformes alors que d'autres utiliseront des enquêtes auprès des actifs et des retraités. Certains travaux mobiliseront également des modèles pour apprécier l'évolution de l'équilibre financier des régimes, mais aussi pour étudier les effets des réformes à venir ou passées.

Ce numéro de *Retraite et société* est une bonne illustration de cette variété d'objets étudiés et de méthodologies mobilisées.

La microsimulation utilisée pour apprécier le taux de récupération pour des générations successives

La première étude présentée dans ce numéro se fonde sur le modèle de microsimulation Destinie développé à l'Insee. **Yves Dubois et Antony Marino** se sont intéressés au sujet du rendement du système de retraite et à son évolution de génération en génération. Ce sujet est central pour apprécier l'équité entre les générations, bien que ce type d'indicateur ne soit pas souvent mobilisé dans le cadre d'un système de retraite par répartition. Les auteurs ont privilégié pour leur analyse le taux de récupération qui consiste à rapporter le flux actualisé des prestations à celui des contributions sur l'ensemble du cycle de vie des individus. Cet indicateur permet de distinguer les effets liés à l'augmentation de l'effort contributif (lien entre niveau de salaire et niveau de contribution) de ceux liés à une moindre générosité du système de retraite (lien entre niveau de salaire et niveau de pension). Cette étude a été réalisée en s'appuyant sur les calculs par microsimulation appliqués aux générations 1950 à 1983, pour le périmètre des salariés du secteur privé.

Avant de présenter leurs résultats, les auteurs discutent et mettent en évidence la sensibilité des indicateurs retenus aux taux d'actualisation, mais également aux hypothèses de projection. La difficulté est de pouvoir comparer un taux de récupération de génération en génération avec un environnement économique et législatif qui évolue fortement au cours du temps. Outre les variations de croissance économique, chaque génération est soumise à des taux de cotisation, des règles de calcul de pensions et des conditions de départ en retraite qui lui sont propres.

L'analyse successive de l'effort contributif, du taux de prestation et des durées de retraite met en évidence la complexité et la variété des éléments qui entrent en ligne de compte pour apprécier le taux de rendement du système de retraite et de souligner la dépendance des résultats, en particulier, à l'hypothèse de taux de croissance économique.

L'analyse proposée par Yves Dubois et Antony Marino permet d'aller plus loin que le résultat global attendu d'une baisse du taux de récupération entre générations en décomposant et en mesurant les effets des différents éléments selon les générations. Pour mener à bien cette analyse fine, il était nécessaire d'avoir recours aux calculs par microsimulation et de disposer d'un modèle permettant de simuler les différentes législations qui se sont succédé.

Des entretiens pour analyser les conditions de départ en retraite de chômeurs en fin de carrière

L'article suivant a privilégié une analyse sociologique du passage à la retraite, en mobilisant comme matériel de base des entretiens auprès d'individus. **Claire Lefrançois** s'intéresse aux facteurs pouvant expliquer le départ en retraite et, en particulier, les départs en retraite de personnes en situation de chômage. Dans une perspective comparative, l'auteur a effectué des entretiens auprès de quinquagénaires chômeurs, anglais et français. L'analyse met en évidence les processus en cours au niveau des individus en situation de recherche d'emploi, leur difficulté à retrouver du travail et leur aspiration à finalement s'orienter vers la retraite. En privilégiant l'approche comparative, l'auteur révèle l'incidence du contexte national qui tend à structurer les aspirations : au Royaume-Uni, « l'expérience du chômage en fin de carrière est constituée en épreuve financière et morale qui permet peu aux individus d'exprimer le souhait de quitter le marché du travail ». En France, il semble que « différents amortisseurs sociaux rendent cette expérience moins pénible et, compte tenu d'une culture de la sortie précoce prégnante, le chômage en fin de carrière est moins stigmatisé ».

Cependant, au-delà du contexte national, Claire Lefrançois met en évidence des convergences concernant la considération des situations en fonction du milieu social des individus. Elle propose une typologie de la manière d'évoquer l'âge comme facteur explicatif de la situation qui est éclairée par des variables sociodémographiques, et non pas par le contexte national.

Des approches complémentaires éclairant différemment la retraite

Cette analyse sociologique éclaire le processus mis en œuvre et les facteurs qui influencent les décisions individuelles. Cette approche est complémentaire de celle retenue dans le premier article. Elle peut même l'alimenter en amont. En effet, l'analyse sociologique peut faire apparaître certaines relations qui seront prises en considération dans les modèles économiques, en particulier dans les modèles de microsimulation, dans la mesure du possible.

L'analyse qui suit propose une troisième approche qui se focalise plutôt sur le contexte politique et le jeu des acteurs qui influencent la définition des dispositifs mis en œuvre. **Mickaël Ciccotelli** s'intéresse, comme Claire Lefrançois, aux fins de carrière, non plus sous l'angle de l'individu, mais sous celui du jeu des acteurs structurant la gestion de la

main-d'œuvre âgée. L'auteur observe particulièrement le rôle du patronat français qui participe directement à la construction des politiques de l'emploi par le biais de la gestion paritaire de l'assurance chômage et est également partie prenante de la gestion du système de retraite.

Cet article est complémentaire du précédent en montrant comment se forme ce que Claire Lefrançois a appelé l'incidence du contexte national qui tend à structurer les aspirations. Cette « culture de la sortie précoce prégnante » identifiée parmi les seniors français en situation de chômage est aussi le résultat des postures du patronat français au cours des récentes décennies. C'est un bel exemple d'approches complémentaires issues de disciplines différentes, la science politique allant dans le même sens que le resenti individuel observé dans l'analyse sociologique d'entretiens.

Mickael Ciccotelli réalise son observation sur une période longue, des années 1960 aux années 2010. Il a mené des entretiens auprès de représentants patronaux, de responsables syndicaux et de hauts fonctionnaires. Il a également mobilisé différents documents d'archives (presse, revues du patronat, etc.). Dans sa démarche, l'auteur décortique les positions officielles et les discours, afin de présenter l'évolution des postures du patronat au regard de l'emploi des seniors et leur ambiguïté : « les responsables du patronat français n'ont cessé de vanter les qualités des travailleurs âgés et d'en appeler à leur maintien sur le marché du travail. Pourtant, dans le même temps, ils ont utilisé la retraite et la préretraite comme des instruments d'une politique plus générale de gestion de la main-d'œuvre ».

ENCADRÉ 1

Deux articles dans la rubrique « Faits et chiffres » complètent la partie scientifique : l'un sur les motifs de départ en retraite et l'autre sur les méthodes de simulation des décès

En complément de la partie scientifique, deux articles qui s'intéressent également à la retraite sont présentés dans la rubrique « Faits et chiffres ».

Patrick Auberl expose les résultats de l'enquête sur les motivations des départs à la retraite, issue à l'origine d'une collaboration scientifique entre la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav), le secrétariat général du Conseil d'orientation des retraites (COR), la Direction de la recherche, des études, des évaluations et des statistiques (Drees), et la Direction de la Sécurité sociale (DSS). À l'occasion de la troisième vague d'enquête (portant sur les retraités de 2012-2013), son périmètre a été élargi aux nouveaux retraités de la fonction publique. La direction de la retraite et de la solidarité de la Caisse des Dépôts (CDC-DRS), en sa qualité de gestionnaire de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNAACL), et le Service des retraites de l'État (SRE) se sont joints à cette occasion aux organismes participant à l'enquête.

Cette enquête de nature barométrique vise à mieux connaître les facteurs qui entrent en jeu dans les décisions de partir à la retraite. Son objectif est de suivre au cours du temps l'évolution des comportements de départ au regard des évolutions législatives et du développement du droit à l'information. Les résultats de cette enquête comme les travaux présentés dans ce numéro de *Retraite et société* contribuent à une meilleure connaissance des comportements effectifs des assurés et permettent éventuellement

...

ENCADRÉ 1 > suite

d'ajuster les règles de la retraite. Ce suivi peut permettre également de mieux préciser les outils de modélisation visant à simuler les comportements de départ en retraite comme le modèle Destinie mobilisé dans le cadre de l'article d'Yves Dubois et Antony Marino.

Le second article se situe sur cette deuxième dimension, la modélisation des situations des retraités. Dans cet article, **Benoît Buisson et Hady Senghor** s'intéressent plus spécifiquement aux méthodes de simulation des décès appliquées au régime de retraite de la fonction publique d'État. Comme les auteurs le signalent, il est primordial de bien simuler la mortalité par âge et par sexe pour établir des projections à long terme pertinentes pour les régimes de retraite. Dans le cadre du développement de son modèle de microsimulation à long terme (Pablo), le Service des retraites de l'État (SRE) a mis en évidence les écarts d'espérance de vie constatés entre la population de la France entière et celle restreinte aux agents de la fonction publique d'État. Face à ce constat, les auteurs se posent la question de définir un modèle relationnel permettant d'établir une correspondance entre les tables de quotients de mortalité définies par l'Insee sur la France entière et celles constatées sur les fonctionnaires d'État et de projeter correctement cette relation à l'horizon 2060. Benoît Buisson et Hady Senghor expliquent en détail la méthode retenue et présentent les répercussions de ces ajustements de projection de mortalité pour le régime. ■

Un autre éclairage sur la retraite, celui de l'engagement dans le bénévolat des retraités

Anne Laferrère s'intéresse à une autre dimension de la retraite, celle de l'occupation du temps libéré de l'activité. L'auteur rappelle en introduction un résultat qui ressort dans différents travaux : la pratique d'activités dites « sociales » (bénévolat, formation, association, activité religieuse ou politique) diminue l'effet négatif de la retraite sur les capacités cognitives et la santé. Sur la base de ce postulat, elle étudie les pratiques des retraités en la matière, en mobilisant plusieurs vagues de l'enquête SHARE (*Survey on health ageing and retirement in Europe*). L'intérêt de l'enquête utilisée est de permettre une comparaison européenne (entre 10 pays), dans la mesure où les questions sont similaires et de pouvoir suivre dans le temps les personnes. Il est ainsi possible d'apprécier l'évolution des activités des personnes avec leur avancée en âge, mais surtout de mesurer l'incidence du passage à la retraite sur ces pratiques.

Anne Laferrère propose dans un premier temps une analyse descriptive puis explicative du sujet. L'objectif est de souligner l'effet du passage à la retraite sur la participation à des activités sociales. Au-delà de la diversité des pratiques selon les pays, il apparaît bien dans tous les pays un effet positif de la retraite sur la pratique d'une activité sociale, que ce soit en termes d'engagement mais aussi d'intensité de la pratique. Après une analyse détaillée des facteurs influençant les pratiques, l'auteur donne une estimation de l'apport des activités bénévoles réalisées par les retraités pour la société, au-delà de l'effet *a priori* positif sur la situation des individus et leur santé.

Une contribution orientée plus largement sur la demande de sécurité sociale

Le dernier article proposé dans la partie scientifique propose un sujet plus large que les précédents dans le sens où il aborde la demande de protection sociale. **Walid Merouani**,

Nacer-Eddine Hammouda et Claire El Moudden se positionnent en amont de la retraite et du système de protection sociale puisqu'ils interrogent la demande de sécurité sociale dans le contexte de pays n'ayant pas encore de couverture sociale large et systématique.

Les auteurs, sur la base du constat du déficit de couverture sociale en Algérie (sept personnes sur dix dans le secteur privé n'ont pas de sécurité sociale), ont mené des entretiens afin d'appréhender les facteurs qui peuvent éclairer ce déficit. Comme ils le rappellent, l'assurance sociale est un bien tutélaire dans le sens où son offre et l'équilibre du système est sous tutelle de l'État. De plus, il est « **jugé utile pour la collectivité** », mais son utilité pour l'individu n'est pas facile à appréhender, « **c'est pourquoi les préférences individuelles ne tendent pas forcément vers une demande d'assurance sociale** ». Pour aller plus loin que cette explication liée à la nature du bien, les auteurs ont réalisé une enquête sur les déterminants de la demande d'assurance sociale auprès des travailleurs du secteur privé. Pour ce faire, des méthodes expérimentales ainsi que des outils de la théorie des jeux ont été retenus.

Les auteurs ont distingué des variables comportementales intégrant les préférences temporelles des individus, leur aversion au risque et leurs orientations sociales parmi lesquelles il est possible de distinguer des orientations individualistes, altruistes, prosociales ou encore compétitrices. À cela, s'ajoutent des variables socio-économiques et démographiques plus classiques concernant les ressources de l'individu, son niveau d'éducation, sa situation familiale, son âge, etc. Parmi les résultats mis en évidence, il faut noter l'incidence de l'aversion au risque non monétaire qui a un effet positif sur la demande d'assurance sociale, alors qu'*a contrario*, une aversion au risque monétaire induit un effet négatif sur la demande. Il se confirme également que la dépréciation du futur joue en défaveur de la demande d'assurance sociale. Concernant les caractéristiques socio-économiques, l'éducation, le niveau de ressources mais aussi le niveau de confiance dans le gouvernement, ainsi que la complexité apparente de la réglementation qui régit la sécurité sociale ont un effet sur la demande.

À la suite de l'analyse des résultats, les auteurs proposent des pistes pour encourager le développement de la demande d'assurance sociale. Ce sujet est essentiel puisque, comme le rappellent Walid Merouani, Nacer-Eddine Hammouda et Claire El Moudden, 80 % de la population mondiale en âge de travailler ne possèdent pas une couverture sociale complète et optimale (BIT, 2010).

Les travaux de recherches et les études sur les retraites contribuent aux missions du COR, et permettent d'aboutir à un diagnostic partagé

En dernier lieu, comme une conclusion à ce numéro de *Retraite et société*, l'entretien réalisé avec **Pierre-Louis Bras**, président du Conseil d'orientation des retraites (COR), permet de confirmer, si cela était encore nécessaire, tout l'intérêt des travaux effectués dans le domaine des retraites et l'apport du regard pluridisciplinaire. Le COR, créé en 2001, est devenu un organisme central en matière de diffusion d'informations sur la retraite et de ressources documentaire sur le sujet¹. Comme l'indique le président du COR, les travaux présentés dans le cadre des séances du COR sont alimentés par la recherche, mais « **la relation est potentiellement à double sens. Les travaux de recherche suscitent**

1. L'ensemble des documents présentés lors des séances de travail du COR sont disponibles sur le site internet du COR (www.cor-retraites.fr).

des interrogations parmi les membres du COR et alimentent leurs débats et leurs réflexions ».

Qui plus est, le COR permet également « **d'arriver à un diagnostic aussi partagé que possible sur les retraites, la situation actuelle et les perspectives** » par une discussion entre les différents membres du Conseil : parlementaires, représentants des organisations professionnelles et syndicales, retraités et familles, membres de l'administration et experts. Cet objectif est essentiel pour faire évoluer le système de retraite dans un relatif consensus.

Toujours soucieuse de contribuer à une meilleure connaissance du système de retraite et la protection sociale, la Direction des retraites et de la solidarité de la Caisse des Dépôts organisera en 2016 un nouveau séminaire scientifique sur la thématique des retraites, du vieillissement et de la protection sociale (voir l'appel à contribution page suivante). L'objectif de ce séminaire sera de faciliter les discussions et les échanges entre chercheurs venus d'horizons différents et d'identifier des travaux intéressants pouvant donner lieu à des publications, comme ce numéro de *Retraite et société* en est l'illustration.

GROUPE



La Direction des retraites et de la solidarité et l'Institut CDC pour la recherche organisent un séminaire scientifique sur la retraite et le vieillissement à Paris, le 11 octobre 2016

Il est ouvert aux contributions en lien avec l'économie des retraites et du vieillissement, couvrant les thèmes suivants :

- les cycles économiques et les cycles démographiques, les transferts publics et les transferts privés liés au vieillissement de la population ;
- la gestion financière des fonds provisionnés et des réserves ;
- la retraite et le marché du travail (âges de départ, trajectoires de carrière, vieillissement au travail, santé au travail, pénibilité, emploi des seniors, transitions vers la retraite, cumul emploi-retraite...);
- les modélisations macroéconomiques et le financement des systèmes de retraites ;
- les modèles de microsimulation dans le domaine de la retraite et du vieillissement ;
- épargne, patrimoine et préférences face à la retraite ;
- les impacts de réformes ;
- les conditions de vie des retraités, la mobilité résidentielle, l'entrée en maison de retraite, les inégalités intra-générationnelles ;
- les aspects démographiques de la retraite (espérance de vie...);
- les aspects sociologiques de la retraite ;
- la dépendance : financement, prise en charge...

Soumission des contributions et processus de sélection

1. La sélection des contributions se fera sur envoi de la contribution complète.

La soumission devra être envoyée avant le 30 juin 2016 à l'adresse mail suivante : etudesdrs@caissedesdepots.fr

La contribution peut être en langue anglaise ou française. Les propositions doivent être envoyées au format pdf par voie électronique. Le comité de sélection fera part de ses choix aux contributeurs au cours du mois d'août 2016.

2. Les contributions définitives sélectionnées devront être envoyées au plus tard le 30 septembre 2016.

Le comité de sélection

Christophe Albert (CNAV), Patrick Aubert (DREES), Samia Benallah (Université de Reims), Didier Blanchet (INSEE), Carole Bonnet (INED), Antoine Bozio (PSE et EHESS), Isabelle Bridenne (CDC), Gijs Dekkers (Bureau fédéral du plan belge), Jérôme Glachant (Université de Paris 1), Malik Koubi (INSEE), Isabelle Laudier (Institut CDC pour la recherche), Anne Lavigne (Université d'Orléans), André Masson (PSE et EHESS), Jim Ogg (CNAV), Pierre Pestieau (Université de Liège), Benoît Rapoport (Université de Paris 1 et INED), Muriel Roger (INRA, PSE), Delphine Roy (DREES), Gwenaél Solard (DREES), Laurent Soulat (CDC) et François-Charles Wolff (Université de Nantes et INED).

Pour tout complément d'information, vous pouvez adresser un mail à l'adresse suivante : etudesdrs@caissedesdepots.fr

retraite et SOCIÉTÉ

Numéro coordonné par Isabelle Bridenne

■ NUMÉRO 73 ■ Juin 2016



Approche pluridisciplinaire de la retraite

Notre système de retraite est-il équitable entre les générations ? Comment le patronat français envisage-t-il la gestion de la main-d'œuvre âgée ? Les chômeurs anglais et français en fin de carrière vivent-ils leur passage à la retraite de la même façon ? Quel est l'effet de ce passage sur la participation à des activités sociales en Europe ? Et au-delà de nos frontières, dans la région d'Alger, pourquoi la demande de sécurité sociale est-elle aussi faible ? Dans le prolongement du séminaire scientifique organisé par la Caisse des Dépôts, les auteurs de ce numéro de *Retraite et société* évoquent, à travers une grande variété d'objets et d'approches, des problématiques essentielles liées à la retraite et au vieillissement.

- Évolution du rendement du système de retraite entre générations : calculs par microsimulation pour les salariés du secteur privé (Yves Dubois et Anthony Marino)
- Saisir les aspirations à la retraite de chômeurs en fin de carrière : enseignements d'une comparaison France – Royaume-Uni (Claire Lefrançois)
- Le patronat français et la gestion de la main-d'œuvre âgée en France : entre intégration salariale et mise au rebut libérale (fin des années 1950 à nos jours) (Mickaël Ciccotelli)
- Retraités mais pas en retrait : la retraite pousse-t-elle à de nouvelles activités ? (Anne Laferrère)
- Les nouveaux déterminants de la demande de sécurité sociale : le cas de la région d'Alger (Walid Merouani, Nacer-Eddine Hammouda et Claire El Moudden)
- Entretien avec Pierre-Louis Bras, Président du Conseil d'orientation des retraites
- Les motivations de départ à la retraite des salariés du privé et des fonctionnaires sédentaires : une comparaison (Patrick Aubert)
- Méthodes de simulation des décès appliquées au régime de retraite de la fonction publique d'État (Benoît Buisson et Hady Senghor)

Ce numéro a été réalisé
en partenariat avec
la Caisse des Dépôts



Prix : 16,90 €

Imprimé en France
ISSN : 1167-4687

Diffusion : CNAV
Service Éditions (635)
110 avenue de Flandre
75951 Paris Cedex 19